

1.

Comment ? Pourquoi ?

Au soir de l'échec du référendum du 27 avril 1969, le général de Gaulle est parti. La vie continue.

Pour ce qui concerne les affaires publiques, trois Conseils des ministres symbolisent la marche des institutions : Poher s'efforce d'exercer avec sérieux les fonctions de président intérimaire. Couve de Murville reste à Matignon et moi-même au Quai d'Orsay, je poursuis mon travail. Je reçois les ambassadeurs, notamment Shriver, ambassadeur des États-Unis, et Zorine, ambassadeur de l'URSS. Je vois longuement Houphouët-Boigny, ainsi qu'un certain nombre de chefs d'État de l'Afrique francophone. À chacun, j'explique que la politique du Général est maintenue et le sera si Pompidou est élu. Le 12 mai, je me rends à Luxembourg pour assister à une réunion des ministres de la Communauté, consacrée aux affaires courantes. Au retour, je suis assis à côté du grand-duc Jean et derrière son épouse. Un incident égaie le voyage. L'avion, par suite d'un ennui mécanique, est obligé d'atterrir à Troyes. Qu'à cela ne tienne ! Je téléphone au GLAM et un petit avion vient nous dépanner et nous conduit jusqu'à Paris.

Le Général me fait savoir qu'il compte se rendre en Irlande pour la durée de la campagne électorale et qu'il ne rentrera qu'après le second tour. Couve de Murville veille au nécessaire pour le voyage. Si je fais savoir à notre ambassadeur à Dublin que le Général doit être traité avec les égards dus à un chef d'État, quel que soit son souci d'être considéré comme un « particulier », c'est pour ma satisfaction personnelle. En effet, l'ambassadeur est Emmanuel d'Harcourt, un « ancien » de la France libre. Ce compagnon de la Libération est un de ces hommes qui savent la dette de la Patrie à l'égard de celui que, dans un moment d'aberration collective, les

Français viennent de rejeter ! Je reçois, sans tarder, l'ambassadeur d'Irlande à Paris et lui tiens le même langage. Lors du déjeuner offert par De Valera, le vieux révolté devenu président de la République, le général de Gaulle lèvera son verre à la réussite des souhaits de son hôte.

Le mardi qui suit le fatal référendum, Pompidou a annoncé officiellement sa candidature. Aux parlementaires du groupe, c'est-à-dire aux députés et sénateurs réunis salle Colbert, il ne demande pas de voter : il a raison. Aucune investiture ne doit être demandée, telle est la doctrine que nous avons reçue en héritage. Il agit de même avec le groupe des Indépendants devant lequel il se présente également. Puis il parle à la télévision et accomplit un tour de France. Homme de tête, il organise sa campagne, sans tenir compte de ses adversaires, qui sont nombreux. Il a l'avantage d'être seul face à une opposition désunie : Duclos au nom du parti communiste, Defferre au nom du parti socialiste avec l'appui de Mendès France dont il espère tirer bénéfice, Rocard au nom du parti socialiste unifié, Krivine au nom de la Ligue communiste, sans oublier un inconnu, Ducatel. Après avoir hésité, Poher saute le pas et se présente, soutenu par Lecanuet et Sudreau. À n'en pas douter, c'est le seul candidat dangereux.

Comme les membres du gouvernement, j'entre en campagne pour défendre la candidature de Pompidou qui me l'avait demandé, sachant la confiance que les militants mettaient en moi — certains seront même étonnés de ma participation active. Face à l'antigaullisme, je n'avais pas à hésiter et j'ajoute qu'il y avait nécessité nationale à faire en sorte que l'œuvre du Général soit poursuivie. Je m'envole pour la Réunion où, à Saint-Denis et à Saint-Pierre, je tiens deux « meetings » importants.

Pendant toute la campagne, Chaban, qui se dépense sans compter, nous réunit plusieurs fois à déjeuner, Pompidou, Guichard, Frey, Foccart et moi. De ces déjeuners et des conversations qui les accompagnent, je garde deux souvenirs précis. L'un a trait aux fonctions de Premier ministre. Pompidou nous annonce qu'il n'a pas fait son choix et qu'il ne prendra aucun engagement avant son élection. L'autre est postérieur à l'annonce par Louis Joxe de la fondation de l'Association « Présence du gaullisme ». S'adressant, me semble-t-il, de préférence à moi, il déclare avec force qu'il n'acceptera jamais de se voir mis en accusation pour « gaullisme insuffisant » et qu'il sait parfaitement ce qu'il doit faire !

L'article que j'écris pour le *Monde* sur la politique extérieure du Général ne provoque pas de réactions publiques. C'est en privé que Pompidou me fait part de son accord « sur mes conclusions ». Toutefois, il me semble, à l'entendre, qu'il se force un peu pour me congratuler.

Au premier tour, Pompidou est en tête. Poher ne réussit pas la percée qu'il espérait : il ne distance le candidat communiste que de 2 % et se situe en deçà des 30 % de suffrages exprimés qui constituaient sa prévision initiale. Le second tour lui sera-t-il profitable ? Il quitte le ton bon enfant qu'il avait adopté et qui convenait, semblait-il, à l'exercice de ses fonctions d'intérimaire. Il devient « agressif » et évoque bien mal à propos les « polices parallèles » et les entraves mises selon lui à l'indépendance des magistrats. Cette violence verbale paraît lui réussir. Malgré le fait que les communistes ont refusé de choisir et demandent à leurs électeurs de s'abstenir, les premiers sondages lui sont si favorables que je m'émeus : Jobert, qui dirige la campagne de Pompidou, me rassure. Effectivement, un effort dans les derniers jours rétablit la balance.

Pompidou est élu le 15 juin 1969. Il obtient un meilleur pourcentage de suffrages exprimés que le général de Gaulle au second tour de l'élection présidentielle de 1965 (57,58 % contre 54,49 %), mais une moindre proportion d'électeurs inscrits (37,17 % contre 44,77 %). Par rapport au premier tour, il ne gagne qu'à peine un million de voix. Poher, avec 42,41 % des suffrages exprimés, progresse et trouve 2,6 millions d'électeurs supplémentaires. Ses voix sont de deux ordres ; tantôt elles lui sont propres et appartiennent au centre ; tantôt elles lui viennent de la gauche et sont plus hostiles à Pompidou que favorables à son adversaire. L'abstention (30,94 %), véritable tiers parti, n'a pas battu le record de la V^e République (31,28 % aux élections législatives de novembre 1962). Mais si l'on y ajoute les votes blancs ou nuls, qui atteignent un pourcentage sans précédent (4,50 % des inscrits), elle est considérable, bien que la consigne lancée par le parti communiste n'ait pas été suivie par tout son électorat.

*
**

Après son élection, le lendemain en fin de journée, Pompidou me reçoit à son bureau boulevard de La Tour-Maubourg. Il m'annonce qu'il va désigner Chaban comme Premier ministre. En fait, il avait fait son choix depuis longtemps. Pour triompher, il s'était affirmé non seulement comme le chef d'une majorité dite modérée, mais avait également pris des engagements à l'égard de quelques parlementaires à la couleur indécise, sinon qu'ils s'étaient placés hors du gaullisme et de ce fait, dans le camp de la IV^e, c'est-à-dire dans le camp de ceux pour qui la France ne doit plus rien ambitionner. De tels calculs étaient anciens et reposaient sur une juste analyse du corps électoral où le gaullisme sans de Gaulle ne représentait qu'une forte minorité. Il fallait pour être élu mordre

sur un électorat non gaulliste qu'un succès de la « gauche » pour des raisons diverses inquiétait. Chaban est à cet égard mieux placé que moi : élargir le gouvernement vers le centre non gaulliste est un de ses rêves. Je regrette cependant de ne pas retourner à Matignon. Je fais part de ma déception à Pompidou, d'autant plus que je m'interroge sur les orientations supranationales et favorables à l'intégration atlantique des nouveaux membres du gouvernement. Le nouvel élu me rassure ou tente de le faire en m'affirmant qu'il ne changera pas d'un « iota » la politique extérieure de la France. Une raison précise explique ma déception : je considère qu'un redressement est prioritaire en deux domaines, l'Université et l'économie, mais c'est justement cette vue des choses qui me fait écarter par « l'entourage » et par Pompidou lui-même. Je rentre au Quai d'Orsay où Chaban vient me voir. Il n'est pas encore désigné comme Premier ministre (il le sera dans les heures qui suivent), et attend.

Le lendemain, alors que je passe le voir à son bureau à la présidence de l'Assemblée nationale, il me demande si je désire être confirmé comme ministre des Affaires étrangères. Je lui déclare que j'aurais préféré reprendre les Finances, car le redressement économique et financier prime toute autre politique désormais. Chaban me fait savoir qu'après Pinay, qui a refusé son offre, il a reçu Giscard d'Estaing et lui a demandé de prendre ce portefeuille qu'il a accepté aussitôt. En quelques mots, j'exprime mon regret : Giscard sera candidat à la succession de Pompidou comme il avait déjà souhaité succéder au Général à l'Élysée (comme me le racontera plus tard Pompidou). Ce n'est pas un bon état d'esprit pour entreprendre le redressement économique et financier mais je n'insiste pas : Chaban est sûr de son calcul. « Giscard d'Estaing est tout à fait conscient du redressement économique et je serai là pour y veiller », c'est par ces mots que le futur Premier ministre termine notre bref entretien à l'issue duquel je lui donne mon accord pour rester au ministère des Affaires étrangères.

Le soir du même jour, Joseph Fontanet qui va faire partie du gouvernement, vient passer une heure après dîner, à mon domicile qui n'est pas loin du sien. Après m'avoir amicalement rappelé qu'il me devait son premier poste ministériel, il me confirme, du moins c'est ce que je crois comprendre, son adhésion aux conceptions européennes que je défends. J'évoque quelques-uns de ses amis dont je ne connais que trop les tendances différentes des miennes pour ne pas dire opposées. Depuis quelques semaines, on dit dans les salons parisiens que plusieurs centristes, notamment Pleven, Duhamel, ont fait connaître que leur entrée dans le gouvernement et la majorité était subordonnée à mon départ du Quai d'Orsay. Fontanet, de bonne foi, m'assure du contraire.

Le lendemain matin, Chaban se fait annoncer. Je le reçois aussitôt et, selon la tradition du Quai d'Orsay, l'huissier ouvre la porte de mon bureau à deux battants. Les portes ne se sont pas refermées que, d'un air tragique, Chaban m'annonce que Jacques Duhamel et René Pleven, comme prévu, font de mon départ du Quai la condition de leur participation. À vrai dire, rien de ce que j'avais fait ni la ligne européenne du général de Gaulle à travers ma personne n'étaient contestés, mais j'étais un nom : j'étais celui qui avait participé vivement à la lutte contre la CED et j'étais « anti-supranational ». Il fallait me sacrifier. Tel était le prix à payer pour l'entrée des centristes au gouvernement ! Je me mets en colère et déclare à Chaban que je ne partirai pas en silence et que, dans mon propos, j'évoquerai Delcassé qui dut quitter le gouvernement en 1906 à la demande de l'empereur d'Allemagne ! Chaban se récrie. Je dirai aussi qu'après le départ du général de Gaulle une pression s'exerce pour mettre la France dans une situation subordonnée. Devant mon ami attristé, je maintiens ma position ; il me déclare que, dans ces conditions, il préfère me voir au Quai d'Orsay et renoncer à l'élargissement de son gouvernement.

Je téléphone à Pompidou qui est au courant, comme il se doit. Il me donne rendez-vous pour la fin de la matinée. Chaban est présent lorsque j'arrive. Il commence aussitôt un monologue aux termes duquel il conclut en déclarant que mon entêtement l'empêchera de former le ministère élargi qui lui paraît nécessaire et auquel il s'est préparé. À quoi, maintenant calmé, je réponds que ma présence au sein du gouvernement n'est pas indispensable mais que je tiens à dire à quel point la concession faite aux députés du centre ressemble à celle faite par Rouvier à Guillaume II !

Pompidou reste calme mais Chaban est nerveux. Il me déclare : « Tu vas faire capoter le gouvernement auquel je pense. Je renoncerai à être Premier ministre ou je ferai un gouvernement si étroit que je ne pourrai pas faire la politique que je souhaite. » Je réponds que je ne vois pas en quoi ma politique et ma personne gênent les centristes, sinon que je souhaite maintenir l'Europe des Etats contre la supranationalité. Pompidou prend à ce moment la parole pour me déclarer qu'il est autant que moi hostile à la supranationalité, autant que moi fidèle aux lignes directrices du général de Gaulle et qu'il m'offre le ministère que je souhaite. Chaban me dit : « Veux-tu devenir ministre de la Culture ? » Pompidou l'interrompt et lui dit : « Il me semble qu'il vaudrait mieux offrir à Michel un ministère des Armées, agrandi à tout ce qui concerne la Défense nationale. » À quoi je réponds que j'accepterais bien volontiers de quitter les Affaires étrangères pour prendre l'Économie et les Finances, mais Chaban rappelle qu'il a

promis ce ministère à Giscard d'Estaing et qu'il ne peut se dédire. Je lui fais observer qu'il m'a promis les Affaires étrangères et que, dans mon cas, il ne se sent pas tenu par son engagement.

Je reprends l'exemple de Delcassé. Pompidou se récrie. Il me demande de réfléchir jusqu'au soir. Mes deux interlocuteurs sont sincèrement froissés du parallèle que j'établis et qui me paraît aller de soi. Avant de les quitter pour mûrir ma décision, je demande si Messmer a été mis au courant et qui serait mon successeur éventuel. Chaban me répond : il se chargera de prévenir Messmer et c'est à Maurice Schumann qu'il pense pour ma succession, choix que Pompidou confirme, en précisant que le porte-parole de la France libre, et à ce titre inoubliable, sera fidèle au Général.

Je reviens au Quai d'Orsay. Haberer me fait observer qu'il ne serait pas bon que l'on puisse dire que, le Général parti, je quitte aussitôt le gouvernement et, par ailleurs, que le ministère de la Défense nationale élargi est un grand ministère où je pourrai orienter la politique et donner libre cours à ma volonté de réformes. Il confirme ses propos par une longue lettre. Olivier Guichard vient me voir. Il a accepté d'être ministre de l'Éducation nationale et me presse de prendre la succession de Messmer dans les conditions qui ont été fixées par Pompidou, c'est-à-dire ministre d'État, chargé de la Défense nationale et ayant, de ce fait, dans mes attributions celles qui sont dévolues au Premier ministre, notamment le secrétariat général de la Défense nationale.

Ma femme me laisse libre, mon Père également sans comprendre cependant pourquoi Pompidou ne m'a pas offert Matignon. Je reçois quelques lettres hâtivement rédigées. Sans exception, mes correspondants me demandent d'accepter. Messmer me téléphone. Il me déclare souhaiter que j'accepte le ministère chargé de la Défense nationale et il ajoute qu'il est resté neuf ans ministre des Armées, que ce bail est trop long et qu'il a besoin de changer d'air. Il se réjouit, me dit-il, de savoir qu'outre des attributions élargies, je serai ministre d'État. Mon autorité en sera renforcée. Il estime en effet, comme moi, que les temps sont difficiles pour l'armée et ses programmes d'armement. Henry Sers, mon suppléant, attend dans l'antichambre avec nervosité. Où est le devoir ? Où est l'habileté ? Je peux, certes, me replier sur l'Aventin et de là critiquer l'action ou l'absence d'action de Pompidou ; celui-ci, sachant mon impact sur les militants, tient à ma présence. De mon côté, connaissant Chaban et, derrière sa prétendue habileté, la valeur de ses choix profonds, également notre amitié, lui apporter mon concours est de ma part un geste naturel : je verrai à l'usage si ma présence empêche certaines dérives, voire permet des affirmations politiques nationales. Finalement, je choisis de rester dans le gouvernement. Je

pourrai ainsi veiller « à la ligne » tout en me gardant d'être un « otage ».

Je ne puis garantir que n'ait pas joué également le sentiment que le comportement du Général à mon égard, au cours de ces dernières années, justifiait que je continuasse sans lui, mais dans la ligne qui nous avait toujours été commune.

En fin d'après-midi, je téléphone à Pompidou et lui demande s'il accepte de fixer chaque année le budget de la Défense nationale avec moi et en dehors de toute discussion avec les Finances. Il me donne son accord. Et les télégrammes ? « Vous les aurez tous ! » Le soir, je donne une réponse à Chaban, non sans avoir fait préciser que dans mes attributions sera compris à coup sûr le Secrétariat général de la Défense nationale.

*
**

Le 18 juin, trois jours après son élection, Pompidou préside, au Mont-Valérien, la traditionnelle cérémonie d'anniversaire. J'y assiste en compagnie des membres du gouvernement, mais j'ai hâte de la voir terminée afin de retrouver, au ministère, les vieux « gaullistes » et de penser avec eux à notre Général, qui rentre d'Irlande et retrouve la solitude de Colombey !

Mon état d'esprit est celui d'un homme qui sait que le départ du Général, au-delà de la tragédie dont il est l'aboutissement, marque le renoncement des Français à tout effort. Si les révolutionnaires de Mai 68 ont échoué dans leur tentative de prise du pouvoir, si l'opposition n'a pas mieux réussi, il reste dans l'opinion le sentiment que tout est ou doit être à portée de la main. L'égoïsme désormais inspire la politique. Derrière de grands mots, que manifeste une solidarité verbale avec la pauvreté — notamment celle du « tiers-monde » — on distingue aisément un appétit de consommation et de loisirs qui l'emporte sur le souci de la liberté, lequel exige travail et volonté. Sans tenir compte de l'histoire ni de la géographie, les Français estiment que le premier devoir de la politique est de les aider à profiter de la vie. Je suis persuadé qu'ils s'apercevront de leur erreur et que les hommes politiques ont tort de flatter par démagogie le sentiment que tout est désormais possible. Sous une forme ou sous une autre, la catastrophe est au bout du chemin. Mais les choses étant ce qu'elles sont, que puis-je faire pour éviter le retour à l'état d'esprit qui a inspiré la classe politique française avant 1939 ? Et je n'oublie pas ceux qui, évoquant le Bas-Empire, osent vanter les joies des temps de décadence !

Chaban achève de constituer son gouvernement le 22 juin et le présente à Pompidou le lendemain. C'est un gouvernement volon-

tairement nombreux — moins par les ministres, dix-huit, que par les secrétaires d'État, vingt¹.

Je suis le premier ministre d'État et partage ce titre avec Edmond Michelet qui succède à André Malraux à la Culture et Roger Frey maintenu dans ses fonctions de ministre chargé des Relations avec le Parlement est également ministre d'État. Outre Olivier Guichard et Maurice Schumann, l'UDR est en force par Robert Galley, Robert Boulin, Albin Chalandon, Henri Duvillard, Henry Rey. Parmi les secrétaires d'État, de vieux et de plus jeunes amis comme Léo Hamon, Joseph Comiti, Jacques Baumel, Yvon Bourges, Jean de Lipkowski, André Bord, Pierre Billecoq, Robert-André Vivien, Bernard Pons, Jacques Chirac. À mes côtés, j'ai accepté et même souhaité la présence d'André Fanton.

L'ouverture est la marque de cette entente gouvernementale voulue par mes deux amis, désormais responsables politiques de la France. L'ouverture est, à mes yeux, un terme galant destiné à dissimuler une réalité qui est l'entrée d'adversaires du Général dans la majorité.

Je siège désormais à côté de ministres qui ont voté et fait voter « non » au référendum alors qu'ils étaient et demeurent partisans de la réforme régionale. Ils ont fait campagne pour l'élection de Pompidou qui les juge mais qui a eu besoin d'eux. Prêts à passer alliance avec l'opposition dite de « gauche », ils sont avant tout des partisans de la supranationalité et de l'intégration atlantique. À ce titre, ils sont des antigaulistes farouches. René Pleven, Garde des Sceaux, en est le symbole, car fidèle du Général dès la première heure, il est devenu un des responsables de la « troisième force », image de la IV^e République, c'est-à-dire un adversaire. « Ce Pleven que j'aimais », me dit un jour le Général ! C'était rue de Solferino, lors des élections de 1951 alors que Terrenoire venait de lui apprendre « l'apparemment » de Pleven avec ses concurrents. L'intelligent Duhamel, ministre de l'Agriculture, aura la franchise de me dire un jour à la sortie d'un Conseil des ministres : « Quand on la voit de loin, l'Europe est un rêve mais quand on la pratique, le rêve devient cauchemar. » Cependant, il reste « supranational » : je

1. Le nombre élevé des secrétaires d'État précipite une décision d'ordre matériel : le changement de salle de réunion pour le Conseil des ministres. J'avais fait observer au Général qu'aucune salle à l'Élysée n'était affectée au Conseil des ministres ; les huissiers se bornaient, en effet, la veille et parfois une heure avant, à placer dans un salon ou l'autre deux fauteuils et des chaises autour des tréteaux recouverts d'un tapis vert. À quoi le Général m'avait répondu : « Jamais la République ne s'est mise dans ses meubles ! », et il avait affecté une pièce, derrière le salon des Aides de camp, à l'usage des Conseils des ministres. Comme Pompidou ne souhaite visiblement pas prendre la suite, il transforme la pièce en bureau pour ses collaborateurs. C'est, au rez-de-chaussée, le salon Murat qui va recevoir de nouveau les tréteaux : ses dimensions permettent les réunions nombreuses qu'exigent désormais les Conseils des ministres.

regrette qu'il n'ait pas fait partie des gaullistes au moins de 1958, comme Edgar Faure dont il fut le collaborateur.

Je me réjouis du maintien au gouvernement de Marcellin et de Bettencourt, l'un et l'autre sont de vrais « nationaux », ainsi que de l'arrivée de Marcel Anthonioz. Valéry Giscard d'Estaing, qui fut longtemps ministre du Général, veut devenir président de la République et succéder le plus vite possible à Pompidou. C'est avec cet objectif qu'il a accepté l'offre du ministère de l'Économie et des Finances et qu'il reprend la tête des « Indépendants » au gouvernement et au Parlement : je parlerai plus loin de ses manœuvres qui ne m'épargnèrent pas. Une seule femme fait partie du gouvernement : Marie-Madeleine Dienesch qui a suivi Michelet et s'est inscrite à l'UDR ; son gaullisme est irréfutable¹.

La passation des pouvoirs a lieu le mardi 24 juin ; d'abord au Quai d'Orsay où j'accueille Schumann ; ensuite rue Saint-Dominique où je suis reçu fort amicalement par Pierre Messmer en présence des principaux responsables, les chefs d'état-major : Fourquet (Armées), Cantarel (Terre), Patou (Marine), Philippe Maurin (Air) et les deux « civils » : Jean Blancard, délégué à l'Armement, Marceau Long, secrétaire général du ministère.

1. Outre les noms cités, on relève François Ortoli, Raymond Mondon, Joseph Fontanet comme ministres, Philippe Malaud, Jean-Louis Tinaud (mon ancien collègue au Sénat), Jacques Limouzy, Jean Bailly, Gabriel Kaspereit, Bernard Lafay, Philippe Dechartre comme secrétaires d'État.